



11^{es} Assises de l'Origine

Thème : « Quelle place pour la politique de qualité et d'origine dans la nouvelle PAC ? »



Hier, de 9h30 à 13h, que se sont tenues les 11^{es} Assises de l'origine organisées par la **Chambre régionale d'Agriculture Aquitaine** et la **Fédération Régionale des Coopératives Agricoles d'Aquitaine** ; l'**INAO** (Institut National de l'Origine et de la Qualité) parrainait cette nouvelle édition.

Un débat rassemblant une centaine de professionnels

Dominique Graciet, Président de la Chambre régionale d'Agriculture et du salon de l'agriculture Aquitaine, a ouvert ces 11^{es} Assises de l'origine en dressant un rapide historique des assises et en précisant le thème de cette année. Les enjeux pour l'agriculture aquitaine - dont la stratégie de développement s'est appuyée depuis de nombreuses années sur les produits d'origine et de qualité - devant un public d'habités acquis à la cause des produits d'origine mais interrogatifs sur les évolutions qu'ils perçoivent...

Les sujets débattus, les questions soulevées

Lucien Bourgeois, économiste et membre de la section des questions économiques générales et de la conjoncture du Conseil Économique, Social et environnemental, a insisté sur le contexte dans lequel se déroulait le colloque. La crise actuelle touche également l'alimentaire et déclenche une méfiance palpable chez le consommateur qui a besoin d'être rassuré. C'est à la fois un contexte défavorable sur le plan économique, mais qui pourrait être une opportunité sur le plan politique...

En effet le libéralisme sans limite n'a-t-il pas trouvé ses limites ?

Les produits sous label de qualité et d'origine représentent une identité culturelle en Europe, particulièrement en France, et surtout un territoire.

Contact presse : Canal Com – Julia Lagoardette

25, rue barreyre – 33300 Bordeaux

Pendant le Salon : canalcom.agri@gmail.com / 06 86 13 56 37

Lucien Bourgeois regrette que la PAC ne travaille pas d'avantage sur la question de la régulation. L'interprofession autour de signes de qualité et d'origine, ne pourrait-elle être une solution économique pour sortir de cette crise ? En se référant à l'actualité du prix lait : qui gagne à l'application stricte d'un dogme concurrentiel ? De toute évidence ni le consommateur, et certainement pas le producteur, donc l'économie des territoires où il est implanté !

Joan Gene, président de l'AREPO (Association des Régions Européennes des Produits d'Origine), a présenté le rôle de l'AREPO qui rassemble aujourd'hui 28 régions européennes. Il a rappelé les points essentiels du Livre Vert, dont l'objectif était de susciter des débats et des contributions écrites de toutes les parties intéressées par la qualité et l'origine des produits agricoles. Il a également commenté les premières tendances relatives à la prochaine **communication de la commission** sur ce sujet qui ouvrent de nombreuses pistes de travail sur lesquelles il convient de **rester mobiliser** : simplification des systèmes, niveau de protection des Indications Géographiques, position dans les négociations internationales... Le lobbying va se poursuivre auprès des **parlementaires européens**, dès leur élection, afin de faire valoir ce point de vue face aux tenants du « dogme libéral ».

Jean Luc Duval, Président de Qualité et Origine et chargé de mission par le Ministre de l'agriculture Michel Barnier, a expliqué les enjeux et le contexte actuel de sa mission sur l'impact économique des démarches de valorisation de la qualité et de l'origine des produits agricoles et agroalimentaires. En préalable Jean-Luc Duval insiste sur la nécessité tout d'abord de **vendre avant de produire!** Dans le cadre de sa mission, il s'interroge sur l'intérêt économique des signes de qualité et d'origine : ils doivent être adaptés aux exigences du consommateur. La communication collective est un levier essentiel pour réussir à expliquer au consommateur où se situe son intérêt dans un nouveau contexte où les produits de qualité et d'origine sont porteurs de valeurs de proximité et de durabilité,... Mais la France ne doit pas rester isolée et trouver des alliés car seule elle ne pourra pas faire valoir ses points de vue... Ces interventions ont été suivies par un échange très riche avec la salle et les personnalités présentes. Michel Prugue Président de l'INAO, notamment, a insisté sur la nécessité de consolider un système de protection européen qui soit respectueux de notre culture...

Être déterminé...

Pour conclure, **Jean-Pierre Raynaud** a positionné les produits liés à leur origine au rang d'un véritable **patrimoine culturel, propriété des producteurs** – on ne copie pas un terroir – et qu'il fallait se battre partout où cela était possible pour les défendre. En ce sens les professionnels doivent faire entendre leur voix. A l'interrogation concernant l'optimisme de Jean-Pierre Raynaud sur ces perspectives, il a conclu en citant Jean Monet « je ne suis pas optimiste, mais je suis déterminé »... Mot d'ordre pour tous les défenseurs des produits d'origine.

Guy Saint Martin le premier Président de l'AREPO et vice président du Conseil régional en charge de la production des produits agricoles a conforté ces propos en évoquant les actions engagées par la région en faveur de ces productions, et notamment la création de la AREPO avec l'appui des professionnels (dans le cadre des assises). Lui aussi semble bien « déterminé » à poursuivre dans ce sens...

Retrouvez toutes les contributions sur le site www.origine.coop